



EXTRAIT N°56/2022 DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 30 MAI 2022

Préfecture Martinique
Contrôle de légalité
08 JUIN 2022

Date de la convocation :
Le 24 mai 2022

Nombre de conseillers municipaux
En exercice 33

En début de séance :
Présents 18
Procurations 6
Absents 7
Excusés 2

En cours de Séance :
Présents 18
Procurations 6
Absents 7
Excusés 2

L'an deux mil vingt-deux, le trente du mois de mai, le Conseil Municipal régulièrement convoqué en session ordinaire s'est réuni dans la salle des délibérations de la mairie de Saint Joseph sur convocation, sous la présidence de M. MONPLAISIR Yan, maire ;

PRESENTS :

Adjoints : Mme MIEVILLY Eliane, M. CACLIN Laurent, Mme CATHERINE Marie-Lyne, Mme LAMIN Marie-Josée, M. CRETINOIR Joël, Mme LEGIEL Eliane,

Conseillers municipaux : M. ARETO Joseph, M. FERDINAND Thierry, Mme CAVALIER DOURE Sandrine, Mme CARIN Jocelyne, M. BERNABE Cédric, M. ROSELET Jean-Christophe, Mme DUCADOS Anne-Caroline, M. CIDOLIT Bertrand, M. SAINT-HONORE Laurent, M. ATHANASE Rémy, M. MARLET Camille,

ABSENTS EXCUSES : M. ADELE Claude, Mme DUBO Corinne (procuration à Mme MIEVILLY Eliane), M. NAPOLY Raymond, (procuration à M. CRETINOIR Joël), M. PALIX Pierre (procuration à Mme VERIN Jocelyne), DELPHIN Laurent (procuration à Mme DUCADOS Anne-Caroline), Mme RIERNY Sandrine (procuration à M. CIDOLIT Bertrand), Mme OSTALIE MORVILLIER Marie Clarisse. (procuration à M. MARLET Camille), M. MARLET Daniel.

ABSENTS NON EXCUSES : Mme MARLIACY Danielle, M. THELESTE Johan, M. ADELAIDE Michel, Mme MENCE Marielle, Mme BEAUJOLAIS Marie-José, Mme CARDOU Josiane, Mme FRANCOIS Francine,

ASSISTANTS M. Pascal QUIONQUION, (DGS), Mme Valentine CILPA (DGA1), Mme Rose-Aimée DOUARVILLE-BLAISE (Assistante DGS), M. Victor VELAYE (Dirfin), Mme Muriel VAUTOR, M. Alain BONHEUR (DST), Mme Françoise DORE.

Le quorum étant atteint, le président déclare la séance ouverte à dix-sept heures et trente-cinq minutes et procède à la désignation du secrétaire de séance, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mme Marie-Lyne CATHERINE pressentie, déclare accepter la fonction de secrétaire de séance qui lui est proposée.

REPORT OF THE
COMMISSIONER OF THE
LAND OFFICE
TO THE
LEGISLATIVE ASSEMBLY
FOR THE YEAR 1900



<p style="text-align: center;">PREPARATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 8 DECEMBRE 2022</p>

Le Maire expose :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

CONTEXTE :

Le 8 décembre 2022, auront lieu les élections professionnelles des Commissions Administratives Paritaires (CAP : une par catégorie de fonctionnaires) de la Commission Consultative Paritaire (CCP : commune aux 3 catégories de contractuels) et du Comité Social Territorial.

Les CAP et la CCP seront gérés par le centre de gestion de la Martinique (l'effectif des agents fonctionnaires de la collectivité de Saint-Joseph étant inférieur à 350), contrairement au CST qui sera géré en autonomie par la collectivité.

Le Comité Social Territorial (CST) est la nouvelle instance de représentation du personnel dans la fonction publique territoriale. Notre collectivité ayant un effectif supérieur à deux cents et inférieur à mille, le nombre de représentants titulaires du personnel pourra aller de quatre (4) à six (6).

Par ailleurs, un CST commun peut être créé par délibérations concordantes des organes délibérants et sous réserve que l'effectif global concerné soit au moins égal à 50 agents entre une collectivité et un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité. Ainsi, il peut être créé un CST commun à la Commune, au CCAS et à la Caisse des écoles.

A l'issue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique, le 8 décembre 2022, Le Comité Social Territorial (CST) fusionnera en une seule instance le Comité Technique (CT) et le CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité, et des Conditions de Travail).

La formation spécialisée du comité interviendra en matière de santé, sécurité et conditions de travail au sein du CST. En effet, elle est obligatoire à partir d'un seuil d'effectif fixé à 200 agents et est réunie par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves.

CHAMPS D'ACTION DU CST

C'est le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui fixe l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement de ces comités sociaux territoriaux et formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

À la différence du décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, dans sa version antérieure à la loi du 6 août 2019, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 fixe, en son titre III de manière précise, les missions confiées aux nouveaux comités sociaux territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2023.

Ainsi, les articles suivants stipulent :

Article 53 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 : « Le comité social territorial débat au moins une fois par an de la programmation de ses travaux. »

Article 54 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 : « Le comité social territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 susvisé ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 susvisé ;
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 30 novembre 2020 susvisé ;
- 7° Les plans de formations prévus à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 susvisée ;
- 8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;
- 9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article ;
- 10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;



11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du comité social territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires. »

Article 55 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 : «Le comité social territorial débat chaque année, sur :

1° Le bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion, sur la base des décisions individuelles ;

2° L'évolution des politiques des ressources humaines, sur la base du rapport social unique ;

3° La création des emplois à temps non complet ;

4° Le bilan annuel de la mise en œuvre du télétravail ;

5° Le bilan annuel des recrutements effectués au titre du PACTE ;

6° Le bilan annuel du dispositif expérimental d'accompagnement des agents recrutés sur contrat et suivant en alternance une préparation aux concours de catégorie A et B ;

7° Les questions relatives à dématérialisation des procédures, aux évolutions technologiques et de méthode de travail des services et à leurs incidences sur les agents ;

8° Le bilan annuel relatif à l'apprentissage ;

9° Le bilan annuel du plan de formation ;

10° La politique d'insertion, de maintien dans l'emploi et d'accompagnement des parcours professionnels des travailleurs en situation de handicap ;

11° Les évaluations relatives à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;

12° Les enjeux et politiques en matière d'égalité professionnelle et de prévention des discriminations. »

DECISION DU CONSEIL APRES AVIS DU COMITE TECHNIQUE

Points	Avis du CT en date du 25 mai 2022
Le choix d'un CST commun ou non entre les différents établissements de la collectivité de Saint-Joseph (Commune – Caisse des écoles – CCAS)	Avis favorable du CT pour la création d'un CST commun aux trois établissements de Saint-Joseph : (Commune – Caisse des écoles – CCAS)
Le choix du nombre de représentants du personnel au sein du CST, en tenant compte de la fourchette dans laquelle	Les membres du CT portent un avis favorable pour que le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du CST soit de six (6).

s'inscrit la collectivité de Saint-Joseph : quatre (4) à six (6) représentants.	
Le choix du paritarisme entre les élus du peuple et les élus des représentants du personnel au sein du CST et le recueil des avis du collège employeur.	Les membres du CT portent un avis favorable pour que le paritarisme soit instauré au sein du CST et que les avis du collège employeur soient recueillis.

.....

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité,

- **D'APPROUVER** la création d'un CST commun aux trois établissements de Saint-Joseph : (Commune – Caisse des écoles – CCAS)
- **DE FIXER** à six (6) le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du CST
- **D'INSTAURER** le paritarisme au sein du CST et le recueil des avis du collège employeur.

Extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Saint-Joseph, le 30 mai 2022

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en préfecture le



Le Maire
Yan MONPLAISIR

